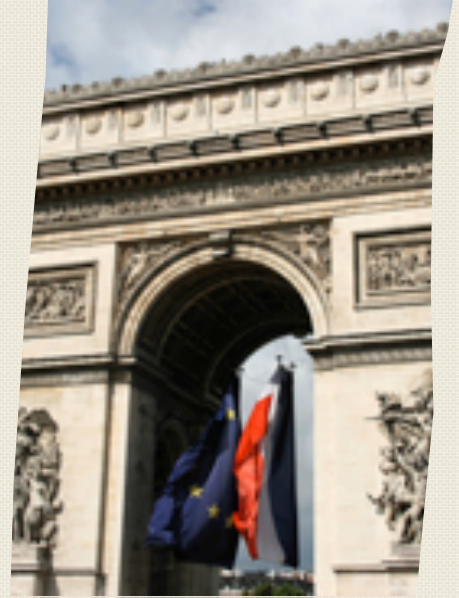


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 28 FEVRIER 2017

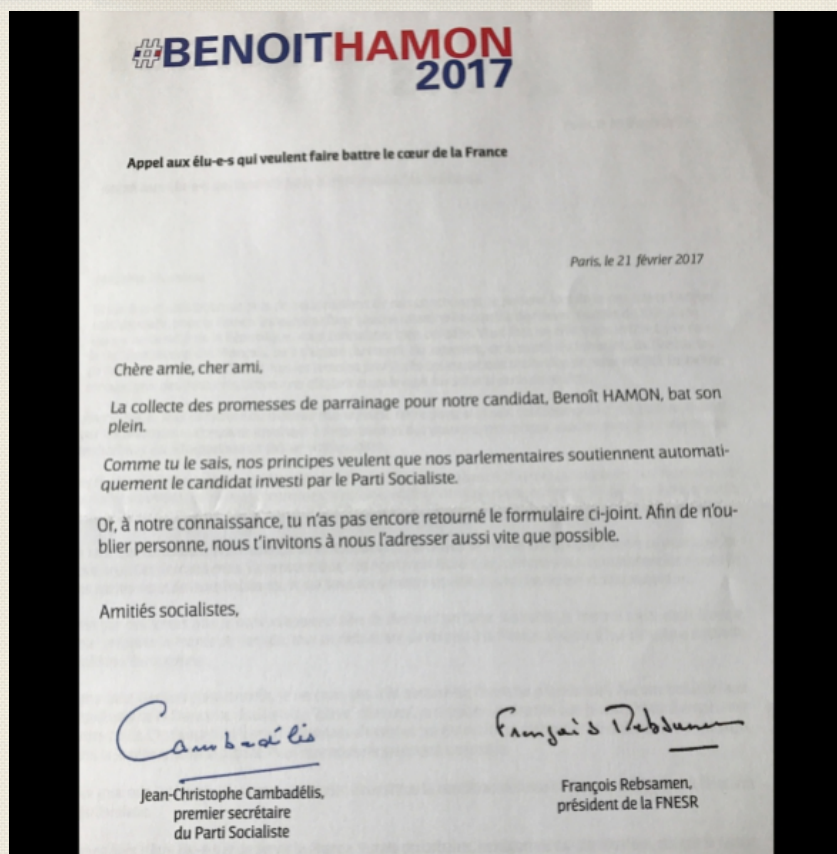
SOMMAIRE

- 1) **Malaise au PS**
- 2) **Et si !**
- 3) **Il prend ses distances avec...**
- 4) **Il refuse de...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Hamon : les lettres qui témoignent du malaise au PS



INFO JDD - Rarement le candidat socialiste aura été si peu soutenu par sa famille politique. Le JDD dévoile deux lettres qui témoignent d'un malaise. L'une de Cambadélis qui rappelle les parlementaires à l'ordre sur les parrainages, l'autre de Cosse et Bennahmias pour dire à Hamon et au PS de ne pas oublier ses premiers soutiens.

Benoit Hamon peut-il vraiment compter, dans sa campagne, sur le soutien du PS? Un mois après sa désignation, difficile de répondre par l'affirmative. Jean-Christophe Cambadélis, se montre "très pro-actif pour que les choses se passent bien", selon l'équipe Hamon. Mais les autres? Le patron du PS a dû adresser mardi à de nombreux parlementaires cette missive de rappel : "Nos principes veulent que nos parlementaires soutiennent automatiquement le candidat investi par le PS. Or à notre connaissance, tu n'as pas encore retourné le formulaire (...) Nous t'invitons à nous l'adresser aussi vite que possible."

Alors que Benoit Hamon a obtenu le soutien de Yannick Jadot et souhaite toujours dialoguer avec Jean-Luc Mélenchon, les écologistes et les réformistes proches du gouvernement, comme, Emmanuel Cosse, Véronique Massonneau (députée et directrice de campagne de François de Rugy), les députés Christophe Cavard et François Michel Lambert ainsi que Jean-Luc Bennahmias et son bras droit Christophe Madrolle viennent aussi d'écrire à la direction du PS et au candidat pour faire entendre leur inquiétudes.

La colère des premiers soutiens

"Il est grand temps maintenant d'achever l'édifice commun pour entrer véritablement en campagne, lit-on dans cette lettre que le JDD s'est procurée. (...) L'arrivée d'un nouveau partenaire, aussi spectaculaire soit son revirement, ne doit pas se faire au dépend d'un autre [il est ici question de Jadot, NDLR]. Nous tenons donc à vous alerter sur le fait que le travail de rassemblement entre nos formations, débuté il y a plusieurs mois et qui doit nous permettre de trouver définitivement notre place dans cette équipe, n'a toujours pas abouti". "Chez nous, cela rue dans les brancards à cause de la façon dont Hamon et le PS traitent leurs premiers soutiens", confie un signataire.

L'équipe de Benoit Hamon est bien consciente de ces problèmes et va tenter de répondre à ces inquiétudes.

II) Comment le fantôme du Front national pèse sur la campagne

Par Lénaïg Bredoux, christophe Gueugneau, Mathieu Magnaudeix et Ellen Salvi

Et si Marine Le Pen gagnait la prochaine présidentielle ? Longtemps perçue comme absurde, l'hypothèse gagne peu à peu en crédit auprès des autres candidats en lice. Mais ils semblent souvent bien démunis pour la combattre.

« Tout le monde s'est fait à l'idée que le FN serait au second tour. C'est une défaite morale et politique complète. » Ces mots ont été prononcés par Emmanuel Macron, en meeting le 24 février. Ils auraient pu l'être par la quasi-totalité des candidats à la présidentielle.

« Longtemps, pourtant, les mêmes ont semblé s'en contenter, voire s'en satisfaire, tant ils avaient assimilé l'idée d'un tripartisme et construit leur stratégie de campagne pour atteindre non pas la première place du premier tour le 23 avril, mais la deuxième, dont ils sont presque tous persuadés qu'elle est synonyme de victoire au second tour.

De fait, ils ont de bonnes raisons de le penser. Au-delà des sondages, que tous les partis – quoi qu'ils en disent – guettent avec toujours autant de frénésie, les élections intermédiaires depuis 2012 ont attesté de la progression du Front national, jusqu'aux dernières régionales, où il est arrivé en tête dans six régions, avec un record de voix pour le parti d'extrême droite.

Le contexte politique, lui aussi, est porteur pour le FN, avec la crise économique et sociale, la faiblesse de la gauche, la crise européenne et le Brexit, la victoire de Donald Trump et la mise en cause de François Fillon dans l'affaire des emplois fictifs visant son épouse et ses enfants, l'échec du quinquennat...

La présidentielle est aussi une des élections favorites du Front national. « Dans l'histoire électorale du FN, en tout cas depuis qu'il s'est solidement installé dans le paysage électoral français au milieu des années 1980, l'élection-reine a toujours été l'élection présidentielle », expliquait récemment dans Mediapart le



Marine Le Pen © Reuters

L'idée d'une victoire finale de Marine Le Pen semble cependant encore hypothétique aux yeux de nombreux responsables politiques. Pour une raison arithmétique : si un quart des électeurs choisissent le FN, trois quarts le refusent et tous les autres candidats s'opposent, même avec de très fortes nuances, aux frontistes. Lors des dernières régionales, le Front national a également échoué à s'emparer du pouvoir : en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, actuels Hauts-de-France, et en Paca, Marine Le Pen et sa nièce Marion Maréchal-Le Pen avaient pourtant obtenu des scores supérieurs à 40 % au premier tour. La mobilisation des électors de droite et de gauche au second tour a permis leur élimination. Les candidats à la présidentielle parient, pour cette année, à une réaction similaire.

Mais certains ont de moins en moins confiance. C'est notamment le cas de Benoît Hamon, qui n'a pas hésité, jeudi 23 février, à évoquer le risque d'une victoire de Marine Le Pen dès cette année, quand les autres candidats, et la plupart des entourages, y compris celui du candidat socialiste, estiment que son tour n'est pas encore venu, mais qu'en 2022, le risque sera immense. « La pire erreur serait de considérer que [Marine Le Pen] ne serait qu'une affaire de premier tour, a lancé Hamon en meeting à Arras (Pas-de-Calais). Nous devons nous mobiliser comme si elle allait gagner en 2017, c'est-à-dire dans deux mois. »

Du côté de LR et de l'UDI, ils sont nombreux à agiter le risque d'un faible report des voix de la droite si jamais la présidente du FN se retrouvait face à un autre candidat que François Fillon au second tour. « Ce qui s'est passé aux régionales a fonctionné parce que les électeurs de gauche ont joué le jeu du front républicain, quitte à se pincer le nez, confie un ténor de la rue de Vaugirard à

Mediapart. Nous, notre base électorale s'est tellement droitisée qu'entre Hamon et Le Pen, il est clair qu'elle ne votera pas Hamon... C'est d'ailleurs pour ça qu'on continue d'appliquer le ni-ni en cas de triangulaires. Si on retirait nos candidats, on offrirait à coup sûr une victoire au FN. »

Dans l'entourage du président de la République, François Hollande, « ils commencent à craindre une victoire du FN », explique aussi un conseiller du gouvernement, sous couvert d'anonymat. « Les signes sont là depuis longtemps. Mais jusque là, ce risque était perçu comme absurde. Là, le désarroi est tel que cela devient envisageable à leurs yeux », poursuit la même source. Un « désarroi » dans l'électorat qui a contaminé une partie des responsables politiques. Ils se sont tellement trompés ces dernières années dans leurs prédictions qu'ils ne savent plus trop quoi penser. « Leur grille de lecture pour décrypter les mouvements politiques ne marchent plus, explique le conseiller. Les partis ne structurent plus autant l'électorat ; ils pensaient que personne ne voterait à la primaire de la droite et qu'ils seraient 200 000 à celle du PS ! »

Au-delà du constat, les candidats divergent sur leurs stratégies et semblent bien souvent démunis face à un mouvement profond dans l'électorat, notamment populaire, dont ils se sont éloignés depuis, parfois, de longues années. Décryptage candidat par candidat, de droite à gauche du spectre politique.

Fillon, plombé par les affaires, change son programme

François Fillon s'est longtemps présenté comme le mieux à même de battre Marine Le Pen. Il avait pour lui le « rassemblement de la droite », permis par la primaire de novembre, et un projet qu'il présentait comme « radical », capable de ramener dans le giron de la droite classique tous ceux qui avaient cédé aux sirènes du Front national après le quinquennat de Nicolas Sarkozy. À l'époque déjà, certains de ses amis politiques le mettaient toutefois en garde. « Je pense qu'il y a un risque très profond que les classes populaires, les classes ouvrières, soient abandonnées. Qu'elles aient cette perception-là en tout cas. Il ne faut pas oublier les perdants de la mondialisation parce que sinon ils vont voter encore plus qu'ils ne votent aujourd'hui – et ils sont déjà très nombreux – Marine Le Pen », avait prévenu l'élus LR des Hauts-de-France Gérard Darmanin, dans le documentaire « Instincts primaires » sur C8.

Mais l'ancien premier ministre n'en démordait pas. « Mon programme est plus social que tous les autres, puisque c'est celui qui permettra le retour au plein-emploi », martelait-il encore mi-janvier. C'est à ce moment-là qu'ont surgi les affaires. Depuis lors, François Fillon est devenu inaudible sur bon nombre de questions et a fortiori sur les questions économiques et sociales. Difficile en effet de demander aux Français les plus modestes de consentir à de nouveaux efforts lorsqu'on a rémunéré sa femme et ses enfants des milliers d'euros pour des travaux parlementaires que la justice soupçonne d'être fictifs. « Convaincre l'électorat populaire après ça ? Bonne chance ! », confiait à Mediapart un membre de son équipe de



François Fillon, cerné par les affaires, insiste sur la sécurité © Reuters

Pour éviter une fuite trop importante vers le FN, le candidat LR a tout de même consenti à revoir son projet santé en l'expurgeant de tout ce qui avait fait polémique avant que les affaires n'éclatent. À commencer par ses propositions sur la Sécurité sociale, dont Marine Le Pen se délectait. Mais c'est surtout sur le volet sécurité qu'il mise désormais pour ne pas perdre davantage de terrain face à l'extrême droite. Multipliant les déplacements et les propositions symboles – comme l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans – sur le sujet, l'ancien premier ministre tente de lutter contre l'extrême droite avec les mêmes armes qui avaient permis à Nicolas Sarkozy de l'emporter en 2007, avant de lui faire défaut par la suite.

Un positionnement qui laisse certains de ses soutiens circonspects. C'est notamment le cas des élus juppéistes, qui entendent pousser François Fillon à « élargir ses thèmes » de campagne. « Face au Front national, il faut bien sûr parler de sécurité, c'est important, mais il ne faut pas parler que de cela », indique le député LR Dominique Bussereau, avant de décliner les autres sujets sur lesquels le candidat pourrait marquer sa différence avec Marine Le Pen : la ruralité, la

question de la décentralisation, la politique de la ville, l'environnement... Sans parler de l'économie et de l'Europe. « Nous devons continuer à expliquer que la sortie de l'euro ferait souffrir les petits épargnants de droite », ajoute son collègue Édouard Philippe.

Pour l'heure, le FN est encore peu présent dans les discours de l'ancien premier ministre. Ce dernier se contente le plus souvent de rappeler qu'il se bat « contre l'extrême droite qui mettrait la France en faillite au bout de six mois », sans vraiment préciser sa pensée ni développer son argumentation. Quand il énumère la liste de ses adversaires politiques, le candidat LR cite nécessairement Marine Le Pen, mais ne s'attarde guère sur elle, réservant l'essentiel de ses attaques à Emmanuel Macron. « Il y a eu plusieurs polémiques avec Macron, donc il en a pas mal parlé, c'est vrai, mais il tape quand même sur Le Pen, nuance son très proche conseiller, le sénateur Bruno Retailleau. Je suis partisan qu'on parle des deux. Il faut s'occuper d'elle, nous avons beaucoup d'arguments pour la contrer. »

Un avis partagé par le député Hervé Mariton, lui aussi conseiller du candidat LR, qui explique que l'accent a été mis dans un premier temps sur le fondateur d'En marche ! en raison des enquêtes d'opinion qui le donnaient devant Fillon au premier tour. « Il y avait urgence à améliorer les choses », affirme l'élu de la Drôme, qui souligne toutefois l'importance de s'attaquer aussi au Front national. « On entend depuis longtemps “ça va péter”, mais aujourd'hui l'hypothèse de l'élection de Marine Le Pen n'est plus impossible. » Conscient que les affaires pourraient détourner un certain nombre d'électeurs de la candidature Fillon, Hervé Mariton ne parvient pas à mesurer à qui cela pourrait le plus profiter. « Sans doute à tout le monde..., glisse-t-il. Dans tous les cas, on n'est pas dans une situation où on peut se permettre beaucoup de perte en ligne... »

Comme beaucoup, François Fillon semble avoir entériné le fait que Marine Le Pen sera au second tour quoi qu'il arrive. C'est pourquoi il concentre l'essentiel de son énergie sur celui qu'il considère comme son principal adversaire pour le premier tour. « Nous tapons d'abord sur Macron en rappelant son origine de gauche. Une fois qu'il sera distancé, nous reviendrons sur le FN », indique le député Jean-François Lamour. « Notre inquiétude, ce n'est pas la présidentielle, car à moins d'un coup de Trafalgar, elle sera au second tour. Notre sujet aujourd'hui, c'est le nombre de triangulaires auxquelles nous allons être confrontés aux législatives, poursuit le président

de la Commission nationale des investitures (CNI) de LR. Nous pensons qu'il y en aura beaucoup. Or, il faudra que François Fillon ait une majorité forte pour pouvoir gouverner. »

Ce filloniste historique reste persuadé que les électeurs, « même les plus exaspérés », finiront par « choisir un candidat républicain » le 7 mai prochain. Suivant cette logique, il estime qu'« il vaut mieux voir le FN au second tour qu'un Macron ». « Le cadre d'action du projet de Marine Le Pen est bien identifié ; François Fillon a des réponses là-dessus, affirme-t-il encore. Face au FN, on sait au moins à quoi s'attendre, tandis que Macron, on ne sait pas ce qu'il est capable de faire entre les deux tours... » Sans pour autant le formuler aussi clairement, LR semble traiter le problème de l'extrême droite à minima. D'abord, on l'a vu, dans une stratégie de premier tour. Ensuite, pour des raisons plus anciennes et quasi insolubles, qui tiennent au nombre considérable d'électeurs de droite passés au Front national au cours des dix dernières années.

Dès son retour en 2014, Nicolas Sarkozy avait tenté de séduire de nouveau cet électorat poreux, qui oscille entre les deux mouvements, en cristallisant son propos sur les questions d'immigration, de sécurité et d'identité. En vain. Le rejet du personnage était tel que les votants à la primaire, y compris ceux qui avaient glissé un bulletin FN aux élections intermédiaires, ont opté pour un autre candidat. Si l'homme n'était pas le bon, sa méthode, elle, peut encore faire mouche. C'est du moins ce que pense François Fillon. Et c'est la raison pour laquelle, au-delà de la seule nécessité de faire diversion sur les affaires, il règle aujourd'hui son pas de campagne sur celui de l'ex-chef de l'État.

Macron mise tout sur le vote utile

Au « QG » de l'ancien ministre de l'économie, où l'on décortique religieusement les enquêtes d'opinion, la qualification de Marine Le Pen n'a jamais fait de doute. Elle a même conforté Macron et ses proches dans leur pari stratégique, déterminé avant même le lancement d'En Marche !, d'incarner la « réconciliation » des Français, dans un dépassement des clivages habituels. Ce qui implique aussi de leur proposer un discours positif, à mille lieux de celui des « déclinistes », dont la patronne de l'extrême droite est l'incarnation.

À vrai dire, Macron n'a pas eu à se forcer. Pro-européen, partisan d'une mondialisation régulée à

la marge, critique de la déchéance de la nationalité, pas choqué par le port du voile dans l'espace public, affichant une tolérance bon teint, l'ancien banquier d'affaires qui se rêve en « French Obama » ou en Justin Trudeau français incarne à peu près le négatif parfait de l'héritière de la dynastie Le Pen, qui le dépeint en retour en « candidat du mondialisme et de l'ultralibéralisme ». Macron motive d'abord un électorat urbain, très CSP+, libéral économiquement et politiquement, qui a le Front national en horreur.

Depuis longtemps, les lieutenants de l'ex-ministre de l'économie sont persuadés que la victoire à la présidentielle va se jouer le 23 avril, au soir du premier tour : parce que les Français, disent-ils, ne veulent pas d'une présidente d'extrême droite, ils jugent que celui qui se qualifiera face à elle sera le prochain chef d'État. Macron et ses équipes s'escriment donc à arracher le ticket pour le deuxième tour. Longtemps, Macron a considéré qu'il y parviendrait en mettant en avant ses différences : sa jeunesse, le fait qu'il ne vit pas de la politique, la critique du « système » politique, ce qu'il appelle son « discours de vérité ».

Son « faux-plat » actuel (encore un terme sondagier très utilisé par ses amis) l'incite à proposer un projet plus détaillé que prévu, qui sera présenté jeudi 2 mars. D'autant que « le socle électoral » de François Fillon ne s'effrite que légèrement. Après avoir refusé de l'accabler au plus fort de la polémique sur l'emploi de sa femme, il accuse désormais le candidat de la droite de « courir derrière le FN pour faire des voix » et dénonce sa politique de sécurité. À la Mutualité française, il l'a accusé de « recopier » son programme sur la santé.

Parallèlement, Macron, qui vient d'obtenir le renfort de François Bayrou, continue de se dépeindre en candidat du « vote utile » contre Marine Le Pen. À Lyon, le 4 février, il attaque les « ventriloques » qui « ne parlent pas pour le peuple » mais « pour eux-mêmes, de père en fille, de fille en nièce ». À Toulon, il accuse les frontistes locaux d'avoir « empêché » des militants d'En Marche ! d'entrer dans la salle. « Avec Mélenchon, il est le seul à s'attaquer frontalement à Marine Le Pen », salue Mohamed Laghrari, adjoint « ex-UDI » à la maire filloniste de Beauvais (Oise), qui l'a rallié en début d'année. Mais à ce stade, Macron ne peut pas faire plus. La plupart de ses amis et proches trouvent risqué de se poser d'ores et déjà en « rempart » contre le FN, alors que le projet macroniste reste nébuleux.

<http://dai.ly/x5ccxpc>

À ce stade, son parti En Marche ! n'est pas opérationnel pour incarner la riposte. Très récent, il en est encore au stade de la structuration locale, avec des comités locaux plus ou moins actifs. Les tractages et porte-à-porte dans les zones périurbaines et rurales, où le mouvement est moins présent, commencent à peine. Responsable départemental dans le Loiret, un département où le Front national cartonne dans les zones rurales, Emmanuel Constantin avoue une forme de fatalisme. « Face au FN, nous avons jusqu'ici opté pour une stratégie de riposte douce en privilégiant une démarche d'écoute, dit ce jeune fonctionnaire de 26 ans, qui constate l'emprise territoriale du parti d'extrême droite. Nous pensions que cet état d'esprit, qui constitue l'originalité d'En Marche !, serait capable de toucher un électorat qui vote FN par protestation. Il faut admettre que c'est moins efficace que prévu... »

« À deux mois de la présidentielle, tout le monde semble accepter l'idée que le FN sera au deuxième tour, alors qu'en 2002 cela avait provoqué de grandes manifestations, s'alarme Ludovic Mendès, responsable de la mobilisation d'En Marche ! et animateur des « Jeunes avec Macron » dans le Grand Est. Ce parti est à son apogée. On est en danger et personne ne semble le voir. » Avec la cellule numérique de Macron, il tente sur les réseaux sociaux de contrer le FN, « notre premier adversaire », dit-il. Mais dans sa région, où le FN réalise des scores très élevés, il juge qu'il est trop tard pour faire autre chose que tenter de colmater les brèches d'ici la présidentielle.

Pour Hamon, Marine Le Pen peut gagner la présidentielle

Le vainqueur de la primaire du PS ne pouvait guère être plus clair : jeudi 23 février, en meeting à Arras (Pas-de-Calais), Benoît Hamon a appelé ses partisans à se « mobiliser comme si elle allait gagner en 2017, c'est-à-dire dans deux mois ». « La pire erreur serait de considérer que [Marine Le Pen] ne serait qu'une affaire de premier tour », a prévenu le socialiste. Son meilleur argument ? La victoire de Donald Trump aux États-Unis, dont l'équipe Hamon tire deux enseignements : ne

jamais sous-estimer l'extrême droite ou le populisme de droite, et ne pas affadir le discours de gauche, longtemps contaminé par la triangulation vers la droite.

« On ne fera pas l'erreur des démocrates américains qui considéraient que Trump ne pouvait pas gagner la présidentielle », estime la porte-parole du candidat socialiste Naïma Charai. « Nous commettrions une grave erreur, la même qu'ont commise les Américains, de penser que c'est sympathique d'avoir Bernie Sanders », mais qu'il fallait Hillary Clinton, poursuit Benoît Hamon. « Il fallait un imaginaire puissant face au futur sinistre qu'a convoqué Donald Trump », estime le candidat, qui revendique un « futur désirable ».

Le parallèle vaut, à ses yeux, pour Emmanuel Macron, dont nombre de partisans justifient leur ralliement par la menace du Front national. Vendredi encore, l'ancien président de la région Pays de la Loire, Jacques Auxiette, a annoncé qu'il votera pour l'ancien ministre de l'économie de Manuel Valls « pour éviter le duel entre extrême droite et droite extrême ». « Nous sommes dans une situation politique invraisemblable. La victoire de l'extrême droite, hier un danger, est devenue une possibilité. Et la seule alternative possible serait François Fillon. Je ne peux m'y résoudre », écrit-il dans un communiqué.

Benoît Hamon, lui, fait le pari qu'il faut retrouver un clivage gauche/droite puissant, ce que conteste Macron, pour combattre le FN et son discours sur « l'UMPS ». Interrogé jeudi, en marge de son meeting sur le ralliement de François Bayrou à l'ex-conseiller de François Hollande, il estimait qu'on « a besoin du clivage gauche/droite ». « Cela m'arrange que la situation soit clarifiée. Maintenant, l'autre option [celle défendue par Macron – ndr] est de droite », a-t-il ajouté, précisant qu'il avait dorénavant « trois adversaires, l'extrême droite, la droite et le centre-droit ».



Benoît Hamon, à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), assume le clivage droit/gauche © L.B.

« Le piège serait de considérer le tripartisme pour acquis », poursuit un autre porte-parole du candidat PS, Jérôme Guedj. Il a pourtant été théorisé par le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, mais il est contesté par une partie du PS, qui juge que c'est précisément la ligne politique social-libérale de leurs camarades qui a conduit à la montée du FN. « Nous portons, dans cette campagne, une offre disruptive et nouvelle répondant à l'idée que le PS égale LR. Cette fois, on a une droite et une gauche qui s'assument : la triangulation a disparu », se félicite Guedj.

Sur le fond, l'équipe du candidat planche sur les axes de campagne que Hamon devra développer pour tenter de contenir le vote FN dans les milieux populaires, notamment autour des services publics, de la souffrance au travail ou du vieillissement de la population. Avec, à chaque fois, l'idée d'y apporter plus de « sécurité » et de « protection ». « Il ne faut pas seulement être dans la bataille de qualification pour le premier tour, prévient Guedj. Il faut aller chercher le FN sur la confrontation programmatique et faire sortir des sujets sous la toise médiatique, mais au cœur des préoccupations des Français. »

Mais les socialistes ne se font pas grande illusion sur leur capacité, en deux mois, de rattraper de longues années de confusion politique. « Je ne vois pas ce qu'on pourrait dire ou proposer dans cette campagne, tellement la parole politique est discréditée, estime la députée socialiste Barbara Romagnan, élue du Doubs. Il n'y a pas un truc particulier à faire, à part échanger avec les électeurs. Je vis plus la campagne qui vient comme une étape dans la reconquête de la confiance et de la recomposition de la gauche. » Une « étape » aussi dans la « la bataille culturelle » que veut mener Hamon. « Pendant longtemps, sur les migrants par exemple, on a dit au PS qu'il ne fallait pas en parler pour ne pas faire monter le FN, rappelle Romagnan. Cela ne marche pas. »

L'entourage de Hamon veut aussi insister sur les affaires financières visant le FN, notamment celles du financement du parti et des assistants parlementaires. « Pour l'instant, ses affaires lui glissent dessus comme sur les plumes d'un canard, déplore la porte-parole Naïma Charai. Il faut les rappeler à l'électorat, qui a tendance à se tourner vers Marine Le Pen au nom du "tous pourris". »

Le candidat socialiste met aussi régulièrement en avant son projet pour une plus grande transparence – les mesures ont été récemment présentées lors d'une conférence de presse et le sujet est évoqué en meeting. À Arras, jeudi 23, Hamon a ainsi appelé les électeurs à choisir « un chef d'État dont on soit certain qu'il est indépendant, qu'il n'est tenu et ligoté par aucun intérêt, notamment privé ». « Cela suppose d'être clair [...], sur la manière dont on est financé », a insisté le candidat qui affirme refuser tout don supérieur à 2 500 euros si le donateur refuse de rendre son identité publique. Une façon de mettre tout à la fois Marine Le Pen, François Fillon et Emmanuel Macron en difficulté.

Ce que l'équipe de Hamon ne dit pas, du moins ouvertement, c'est que le candidat socialiste a aussi un intérêt à la dramatisation autour du vote Front national : comme Emmanuel Macron, il veut mobiliser le « vote utile » pour supplanter définitivement l'autre candidature de gauche à la présidentielle, celle de Jean-Luc Mélenchon, avec lequel il livre une bataille non pas sur le projet, mais sur la question de savoir qui est en tête dans les sondages...

Après le « Front contre Front », la « latéralisation » de Mélenchon

Au sein de la France insoumise (FI), il a été décidé de ne pas prendre le sujet de front, contrairement à 2012, où Jean-Luc Mélenchon théorisait le « Front contre Front », symbolisé par son choix de se présenter aux législatives contre Marine Le Pen à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais). Il n'y a eu que le meeting du 5 février dernier, à Lyon (et à Aubervilliers, par le truchement d'un hologramme), pour mettre en scène de façon spectaculaire la bataille face au Front national : le candidat de la France insoumise avait choisi de faire une démonstration de force dans la ville même où la présidente du FN lançait sa campagne. Mais pas question de dramatiser à l'excès le risque d'extrême droite. Les proches de Jean-Luc Mélenchon ont même tendance à douter du succès électoral de Marine Le Pen.

« Est-ce que Marine Le Pen sera aussi haut au soir du premier tour ? Je demande à voir », explique ainsi Alexis Corbière, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon. Et celui-ci d'expliquer : « En 2012, des sondages la donnaient à 22 %, elle a fini à 17 %. » Corbière fait partie de ceux qui ne croient pas à la possibilité d'une Marine Le Pen présidente.



Jean-Luc Mélenchon défend le clivage peuple/oligarchie © Reuters

Au contraire d'Éric Coquerel, coordinateur du Parti de gauche. Lors d'une récente réunion publique à Saint-Denis, Coquerel déclarait ainsi : « Marine Le Pen face à Macron ou Fillon, je pense qu'elle peut l'emporter, comme Trump l'a emporté face à Clinton. Je ne pense pas que Trump aurait gagné à tout coup face à Bernie Sanders. » Un discours proche de celui de Benoît Hamon. Mais, « le FN a un temps d'avance sur nous », concède Coquerel, qui, « dans cette bataille frontale », ne pense cependant pas « qu'on a perdu ».

La France insoumise espère encore pouvoir ramener certains électeurs, notamment dans les milieux populaires, vers la gauche radicale. Sur les réseaux sociaux et sur le terrain. Ainsi, la semaine passée, lorsque Marine Le Pen a été l'invitée de « L'Émission politique » sur France 2, l'équipe de l'Observatoire Insoumis a contré, point par point et en live, les propos de la candidate FN. La France insoumise va relancer prochainement ses caravanes dans les quartiers populaires. Une façon, pour Mathilde Panot qui en a la charge (nous l'avons déjà rencontrée en juillet dernier), de « répondre sur le terrain ».

« Ces caravanes, c'est autant pour parler aux abstentionnistes qu'aux personnes tentées par le vote FN », explique-t-elle. Panot met également en avant la structuration en groupes d'appuis locaux de la France insoumise. « Eux sont vraiment à même, sur le terrain, de répondre aux électeurs qui seraient tentés par le vote FN. C'est pourquoi, aussi, nous faisons un maximum d'ateliers, afin que chacun s'empare et s'infuse du programme, pour qu'il puisse répondre facilement. »

Les abstentionnistes sont la vraie cible de la France insoumise. Et pour cause, chez les ouvriers et les employés, le cœur de l'électorat frontiste, ce sont bien eux qui sont les plus nombreux. « Notre réflexion, c'est comment on

mobilise ceux qui ne vont pas voter », explique Alexis Corbière. « C'est pourquoi dans cette campagne nous avons opté pour la latéralisation. Pas le rapport droite/gauche, mais le rapport peuple/oligarchie », poursuit le porte-parole, pour qui « les milieux populaires ne se reconnaissent pas dans le clivage droite/gauche ».

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui soutient Mélenchon, estime pour sa part que « Marine Le Pen est un danger réel ». Il publiera d'ici une dizaine de jours un livre destiné à démontrer « l'imposture Marine Le Pen ». « Sur sa proposition de constitutionnalisation de la préférence nationale, on ne mène pas la bataille d'idées », regrette Pierre Laurent. « À force d'accepter comme évidente sa présence au second tour, on en vient à ne pas mener la bataille pour éviter ce scénario-là. »

Certes, mais pour Alexis Corbière, « tirer des stratégies de cet état de fait, ce serait tirer des stratégies de renoncement ». Le porte-parole reste persuadé que ce sont avant tout les idées du candidat Mélenchon, la force de son programme, qui pourront convaincre les électeurs et bousculer le scrutin tel qu'annoncé. « L'élection va se jouer dans les derniers jours et la force ira à la force », juge-t-il.

mediapart.fr

III) « Climat de quasi-guerre civile » : Louis Giscard d'Estaing prend ses distances avec les propos de François Fillon

Le maire UDI de Chamalières, ancien soutien d'Alain Juppé, a assuré être derrière le candidat de la droite et du centre, tout en critiquant ses propos sur la « guerre civile » qu'aurait installé le gouvernement.

Invité de Territoires d'Infos sur Public Sénat et Sud Radio, le maire UDI de Chamalières Louis Giscard-d'Estaing a annoncé son soutien à François Fillon pour l'élection présidentielle. « Je soutiens le candidat issu de la primaire de la

droite et du centre. J'avais annoncé sur ce plateau mon soutien à Alain Juppé, c'est un autre candidat qui a été choisi par les électeurs, donc de ce point de vue il n'y a aucun changement et je reste dans la ligne très claire de l'UDI ».

Mais il se montre toutefois critique envers les propos tenus par François Fillon. Dans un communiqué publié dimanche, le candidat de la droite a accusé le gouvernement d'avoir installé un « climat de quasi guerre civile ».

« Je n'emploierai pas ces termes. Les tensions, les violences pas justifiées dans une période importante de choix démocratique doivent être stigmatisées, mais je ne serai pas sur cette ligne-là ».

Pour le maire UDI, « François Fillon doit garder une ligne de fidélité à l'engagement qui est le sien, sur la base de ce qu'il a présenté aux électeurs de la primaire tout en tenant compte des contributions que nous pouvons apporter ». « Nous souhaitons à l'UDI pouvoir être entendu par François Fillon, et d'ailleurs il y a eu une rencontre entre les responsables de notre parti et le candidat la semaine dernière qui a permis d'avancer ».

Alors que d'anciens giscardiens et juppéistes préfèrent se tourner vers Emmanuel Macron, le maire UDI s'est montré très sévère envers le leader du mouvement « En marche ! ».

« Emmanuel Macron est le produit de François Hollande, c'est celui qui se présente comme le continuateur du Président. Et celui qui a eu les mots les plus durs et les plus justes sur Emmanuel Macron, c'est François Bayrou » souligne-t-il, alors que le président du Modem a fait le choix de rejoindre l'ancien ministre de l'Economie.

Pour le fils de Valéry Giscard d'Estaing, la comparaison entre l'ancien président de la République et Emmanuel Macron ne tient pas la route. « Il essaie d'apparaître comme un personnage à la trajectoire comparable, elle n'est en rien comparable. Valéry Giscard d'Estaing avait été 11 ans ministre des Finances. Et pas de François Hollande, mais du général De Gaulle et de Georges Pompidou. Ce n'est pas la même chose. Quand Valéry Giscard d'Estaing devient président, il est à la tête d'un parti qui le suit depuis longtemps ».



IV) Pourquoi Mélenchon refuse finalement de s'allier à Hamon

Les partisans d'une union entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon sont désormais fixés : il n'y aura pas de candidature commune. Ils vont poursuivre chacun de leur côté leur campagne avec le risque, pour chacun d'eux, d'être éliminé dès le premier tour.

La rédaction de LCI

"La situation est maintenant claire". Invité du 20H de TF1 dimanche soir, le candidat PS Benoît Hamon a mis fin au suspense : il n'y aura pas d'accord entre lui et le candidat de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. Les deux hommes se sont secrètement rencontrés vendredi soir. Mais leur manque de discrétion les a trahis et l'information de leur entretien a finalement fuité au cours du week-end.

Dimanche soir, le vainqueur de la primaire de gauche n'a pu que la confirmer, en précisant que leur alliance est finalement impossible. "Je l'ai vu, il m'a confirmé ce que je savais, c'est qu'il sera candidat", a-t-il assuré.

Peu de temps après, Jean-Luc Mélenchon a réagi à son tour sur Facebook, indiquant "qu'il n'est pas possible de régler la différence qui par exemple nous sépare sur la question essentielle de l'Europe". L'attitude de Jean-Luc Mélenchon pose question. Jeudi soir lors de "l'Emission politique" sur France 2, il s'était dit "ouvert à la discussion" et que "ce n'est pas moi qui ai fermé la porte".

Jean-Luc Mélenchon

COMMUNIQUÉ

J'ai rencontré Benoît Hamon vendredi soir. Longuement et sereinement nous avons fait l'examen de la situation. Nous avons fait le tour de nos convergences et de nos divergences.

À cinquante jours du premier tour, il n'est pas possible de régler la différence qui par exemple nous sépare sur la question essentielle de l'Europe.

Je n'ai pas été surpris qu'il me confirme sa candidature et il ne l'a pas été que je lui confirme la mienne. Nous sommes convenus d'un code de respect mutuel dans la campagne.

Plus que jamais, la tâche de la « France insoumise » et de ses alliés est de convaincre cette moitié des Français qui n'a pas encore fait de choix de vote. Dans les cités et les

entreprises, à la ville et dans le monde rural, par le débat et la formation mutuelle, faisons de cette élection un moment victorieux de mobilisation et d'adhésion à un projet construit : « L'Avenir en commun ».

JLM

Les contradictions de Mélenchon

Pourtant dès le lendemain, il avait fait marche arrière sans craindre de se contredire : "Ça n'a pas de sens aujourd'hui. De quoi parle-t-on ? Benoît Hamon dit qu'il propose sa candidature. Moi aussi. Si vous voulez que le programme s'applique, la meilleure des garanties, c'est moi !"

Ce n'est pas la première fois que la parole du candidat de la France insoumise peut être mise en doute. Début février, Jean-Luc Mélenchon avait dit accepter de rencontrer Benoît Hamon "en public" car il est "contre les choses cachées".

Pourtant, son équipe a refusé de commenter durant tout le week-end leur rencontre, avant que le candidat ne confesse leur entrevue dans son communiqué dimanche soir. Il indique par ailleurs que les deux hommes sont "convenus d'un code de respect mutuel dans la campagne".

À défaut de s'allier avec Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon pourra compter sur le soutien de l'écologiste Yannick Jadot et de son parti EELV. Après plus de trois semaines de tractations, les électeurs écologistes ont approuvé dimanche à une très large majorité (79,53%) l'accord conclu entre leur candidat et celui des socialistes.

lci.fr

**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU